

ECOFINANCE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET LE MONDE DES AFFAIRES

COULISSES

- 74 ■ **AVIATION**
Des jets à tout prix
- **DAGRIS**
Le bras de fer continue
- **NIGER**
UraMin voit loin
- 75 ■ **COTON**
Inquiétude au Burkina
- **COMESA**
Vers l'union douanière
- **IRAK**
Les barils des Danaïdes

76 ■ **OMD**
Attention États fragiles

76 ■ **AGENDA**

78 ■ **Cacao**
Une filière d'avenir

79 ■ **BANQUES & FINANCE**

INDICATEURS

- 81 ■ Comment les pays du Golfe utilisent leurs pétrodollars

Solidarité numérique

Par Patrick Sandouly

Les dirigeants du Fonds mondial de solidarité numérique (FSN) partent à la conquête de l'Afrique. La démarche peut sembler surprenante de la part d'une institution internationale née d'une idée du président sénégalais Abdoulaye Wade et lancée en 2003 par le Nepad et l'Union africaine (UA). Sa création avait été accueillie avec enthousiasme par la communauté internationale. Elle faisait partie des décisions entérinées par les 175 chefs d'État et de gouvernement réunis à Tunis lors du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI, 16 au 18 novembre 2005) pour lutter contre la « fracture numérique ».

Aujourd'hui, on est loin du compte. Officiellement installé depuis mars 2005 à Genève, le Fonds compte 23 membres fondateurs, dont 10 États africains. Il a reçu plus de 150 projets venant du monde entier, d'une valeur globale supérieure à 60 millions d'euros. Il a pu en financer une quinzaine, notamment dans plusieurs pays du continent. Il propose un mécanisme de financement original, le « 1 % de solidarité numérique », qui consiste à prélever 1 % sur toutes les ventes de produits ou de services touchant les Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Reste à mettre en œuvre ces outils. « Les pays industrialisés ne seront pas membres – et les industriels n'accepteront pas de verser le "1 %" – tant qu'il n'y aura pas une très forte pression des pays en développement », explique Alain Clerc, secrétaire exécutif du Fonds. C'est le message qu'il veut faire passer cette semaine à Tripoli à l'occasion du Sommet des chefs d'État de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad), qui se tient du 28 mai au 3 juin. Puis à Accra début juillet pour le prochain Sommet de l'UA.

Les chiffres sont têtus. Certes, le nombre d'internautes sur le continent a doublé en dix-huit mois, approchant aujourd'hui 33,5 millions. Désormais 3 % des internautes du monde sont africains, contre 1,4 % à l'époque du SMSI de Tunis. Mais c'est encore bien peu : 29 % sont européens, 21 % sont nord-américains et 36 % sont asiatiques... Ces derniers faisant la preuve que les pays en développement peuvent, s'ils s'en donnent la peine, faire le nécessaire pour exercer leur droit au partage des savoirs avec tous les habitants de la planète. Il est grand temps que l'Afrique suive son exemple. ■